

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Après l'horreur

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : vendredi 20 novembre 2015

Démocratie & Socialisme

Difficile de trouver les mots pour caractériser l'horreur que provoquent les attentats de Paris. Les tueurs ont tiré sur tous ceux qui étaient là, quelle que soit la couleur de leur peau et leur nationalité, quelles que soient leurs croyances et leurs origines. Face à ces actes ignobles, le repli sur soi, sur une soi-disant identité nationale doit être combattu, comme toute stigmatisation d'une partie des citoyens vivant en France du fait de leur religion, musulmane en l'occurrence. **Il n'y a pas plus de guerre de civilisation(s) que de guerre contre la civilisation occidentale.** La liberté, la démocratie sont des valeurs universelles. C'est pourquoi nous serons toujours **contre la complaisance envers des dictateurs (Ben-Ali, Bachar-EI-Assad, Al-Sissi, monarchies pétrolières...)** et devrions donner la **priorité à l'aide à ceux qui combattent pour la liberté sur place.**

Ne pas oublier les politiques sociales

Des mesures de sécurité sont indispensables, mais toute dérive sécuritaire doit être refusée. L'arsenal juridique est déjà important, mais des moyens manquent notamment pour la justice, la police de proximité....

Que « **le pacte de sécurité l'emporte sur le pacte de stabilité** », très bien. Depuis 2008, la logique « austéritaire » a eu des conséquences graves sur la présence des services publics (de police, mais pas seulement) dans certains quartiers. Il faut aussi une vraie politique d'intégration, de lutte contre les discriminations et de priorité à l'emploi. **Pour assécher le terreau du terrorisme il faut des politiques sociales et de redistribution des richesses à commencer pour les quartiers laissés en déshérence. Pas d'état d'urgence permanent**

Nous ne voulons pas d'un Patriot-act comme aux USA qui vise à adapter la législation ordinaire en restreignant les libertés fondamentales. **L'état d'urgence ne peut lui-même devenir permanent.** Sachons toutefois que, sauf à reprendre l'intégralité de leurs propositions liberticides, la droite et l'extrême-droite ne jugeront jamais suffisantes les mesures avancées. Et rappelons que des mesures d'exception peuvent toujours se retourner contre le mouvement social dans des situations qui n'ont rien avoir avec le terrorisme. L'Histoire est remplie d'exemples dans ce sens.

Défendre les libertés fondamentales n'est pas seulement une question de principe, mais également une des conditions pour que les mobilisations sociales et citoyennes puissent se développer.